

CERCLE I

Working Document 12

« Cercle de discussion » sur la Cour de justice

Objet : Proposition de Mme Elena PACIOTTI sur l'indépendance des juges
de la Cour de justice

Les membres du « cercle de discussion » sur la Cour de justice, trouveront en annexe une proposition de Mme Elena Paciotti, membre suppléant de la Convention.

Cercle de discussion sur la Cour de Justice

Projet de rapport final 11.3.2003 - WD 08

Contribution de Mme Elena PACIOTTI sur l'indépendance des juges de la Cour de Justice

L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne prévoit le droit pour chaque individu à un recours effectif devant un "tribunal indépendant et impartial".

La question du droit de recours est abordée dans le projet de rapport final à propos des possibles modifications à apporter à l'article 230, 4e alinéa du TCE.

Toutefois, la question de l'indépendance et de l'impartialité des juges n'est pas prise en compte de façon adéquate.

Dans un texte constitutionnel il faut, tout d'abord, affirmer le principe de l'indépendance des juges et, de suite, prévoir des modalités pour la désignation des juges et le fonctionnement des Cours aptes à garantir l'effectivité de ce principe.

Bizarrement, le Traité en vigueur prévoit, pour les membres de la Cour des Comptes (art. 247) et pour les composants d'autres organes (artt. 258 et 263), qu'ils "exercent leurs fonctions en pleine indépendance", mais il ne prévoit pas le même principe - qui devrait par contre être encore plus solennellement affirmé - pour ce qui concerne les juges de la Cour et du Tribunal de l'Union européenne. De même, le statut de la Cour n'affirme pas non plus ce principe, bien qu'il prévoit l'immunité et l'incompatibilité qui constituent une garantie formelle d'indépendance et d'impartialité.

Premièrement, il faut donc prévoir formellement, dans la première partie du Traité constitutionnel (art. 20 de l'avant projet), l'indépendance de la Cour, du Tribunal et de leurs membres.

De suite, il faut prévoir des modalités de désignation et de durée en charge des membres de la Cour aptes à garantir leur indépendance face aux autres institutions de l'Union ainsi que aux Etats membres, comme il est prévu pour les Tribunaux internationaux¹.

Concernant la durée du mandat des membres de la Cour, il est étonnant que le projet de rapport final se borne à affirmer que certains membres du Cercle de discussion sont favorables à un mandat non renouvelable de neuf ou douze ans et que d'autres, par contre, proposent de maintenir le système actuel, sans rappeler que la majorité des membres du Cercle a soutenu l'exigence d'un mandat non renouvelable comme instrument de garantie de l'indépendance des juges désignés.

Bruxelles, le 13 mars 2003

¹ cfr. Court Européenne des Droits de l'Homme, Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme, artt. 21 et 22

cfr. Statut du Tribunal Penal International pour la ex Yougoslavie, art. 13

cfr. Statut du Tribunal Penal International pour le Rwanda, art. 12

cfr. Statut de Rome du Tribunal Penal International, art. 36